



CERTIFICATION
DE PERSONNES



PROCEDURE D'EXTENSION CERTIFICATION
AUDIT ENERGETIQUE

Date d'entrée en vigueur "1 juillet 2024"





1. Validation de la procédure de certification :

<u>Mise en place :</u> <u>Le Réfèrent techniques AE :</u> Christophe PUEL	<u>Date et Signature :</u> Le 13/05/2024
<u>Vérifié par :</u> <u>Le Responsable Qualité :</u> Noureddine AJAKANE	<u>Date et Signature :</u> Le 13/05/2024 
<u>Validé par :</u> <u>Le Président :</u> Jean Jacques MOLEZUN	<u>Date et Signature :</u> Le 13/05/2024 

2. Traçabilité des modifications

Révision	Date	Modifications
V 001	13/05/2024	Création de la procédure de certification AE
V002	04/02/2026	Mise à jour de l'adresse et de l'arrêté Arrêté du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté du 20 juillet 2023



CHAPITRE I : PRESENTATION GENERALE

1. Introduction

La présente procédure de certification a pour objet de définir les modalités de délivrance de l'extension de certification des diagnostiqueurs immobiliers intervenant dans le domaine du diagnostic performance énergétique pour la réalisation des audits énergétiques.

L.C.P est une société indépendante, de droit Français, non apparentée avec d'autres entreprises qu'elles soient de droit Français ou étranger.

L.C.P n'exerce pas d'activité de conseil, de formation, et toute autre activité se rapprochant de près ou de loin au métier de la formation dans le domaine de l'Audit Énergétique ou le DPE.

L'organisme atteste fournir des informations, et de la publicité exacte afin de ne pas induire en erreur le public.

2. Texte de référence

- Décret no 2023-1219 du 20 décembre 2023 définissant le référentiel de compétences et les modalités de contrôle de ces compétences pour les diagnostiqueurs immobiliers en vue de la réalisation de l'audit énergétique mentionné à l'article L. 126-28-1 du code de la construction et de l'habitation.
- Décret no 2022-780 du 4 mai 2022 relatif à l'audit énergétique mentionné à l'article L. 126-28-1 du code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
- Arrêté du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- Décret no 2023-1219 du 20 décembre 2023 définissant le référentiel de compétences et les modalités de contrôle de ces compétences pour les diagnostiqueurs immobiliers en vue de la réalisation de l'audit énergétique mentionné à l'article L. 126-28-1 du code de la construction et de l'habitation
- Décret no 2023-1365 du 29 décembre 2023 modifiant le décret no 2020-26 du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique.
- Arrêté du 29 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 4 mai 2022 définissant pour la France métropolitaine le contenu de l'audit énergétique réglementaire prévu par l'article L. 126-28-1 du code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 29 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique.



3. Communication avec le Ministère :

L.C.P transmettent en tant que de besoin aux services du ministre chargé de la construction, la liste des personnes qui ont obtenu l'extension de certification, avec indication de la période de validité, le numéro d'extension de certification et leurs coordonnées professionnelles incluant les adresses électroniques, ainsi que la liste des personnes ayant fait l'objet d'une suspension, résiliation, ou d'un retrait, avec la date de suspension ou de retrait, ainsi que le motif de cette décision. Cette liste est communiquée, en tant que de besoin, à l'ensemble des organismes de certification accrédités à des fins de vérification.

CHAPITRE II : PROCESSUS D'EXTENSION

1. Dispositif d'inscription

Après s'être connecté sur l'extranet "MyLcp" à travers le site internet www.lcp-certification.fr, et rempli le document d'ouverture de compte, l'assistante génère le dossier de candidature si l'ensemble des informations est correctement rempli.

Le candidat complète le dossier de candidature et le signe en ligne. Ce dossier contient 19 pages avec la double pagination. Chaque point listé ci-dessous doit être contrôlé et vérifié.

La personne candidate à une extension initiale de périmètre de la certification pour la réalisation des audits énergétiques justifie, au plus tard à la date de délivrance de l'extension de certification :

MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DE L' EXTENSION DE CERTIFICATION DPE à l' AE	Prérequis généraux	<p>Certification de compétences DPE en cours de validité délivré par L.C.P, c'est-à-dire ne pas avoir fait l'objet d'un retrait ou d'une suspension.</p> <p>Certification initiale DPE, la personne candidate doit avoir disposé de cette certification pendant au moins deux ans pendant les trois dernières années ;</p> <p>Soit le certifié doit disposer d'un attestation initiale audit délivrée avant le 31/12/2023 et avoir prorogé cette attestation. (La prorogation peut avoir eu lieu avant le 21/12/2023, tout comme après cette date).</p>
		<p>Avoir suivi une formation d'audit énergétique dans un organisme de formation Certifié.</p> <p>Et</p> <p>Posséder une assurance destinée à couvrir les conséquences de leurs responsabilités dans le cadre de leur activité de réalisation de l'audit énergétique</p>

2. Déroulement pratique et théorique de l'examen de l'AE :

Les examens d'extension de certification des diagnostiqueurs immobiliers intervenant dans le domaine du diagnostic performance énergétique pour la réalisation des audits énergétiques sont organisés par L.C.P selon des modalités qui garantissent la confidentialité des épreuves.

La période de validité de l'extension de certification pour l'audit énergétique est identique à celle de la certification délivrée au diagnostiqueur immobilier intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique.

L'examen pour l'extension de certification initiale pour réaliser l'audit énergétique est composé de deux Modules :

- Une évaluation théorique : de 1 heure en continu est élaborée à partir d'un questionnaire à choix multiples permettant d'évaluer la personne concernée sur ses connaissances. Le questionnaire est élaboré à partir d'un référentiel national de questions géré et maintenu par les services du ministre chargé de la construction. L'examen est composé de 50 questions à choix multiples et aborde tous les objectifs définis à l'annexe IV du décret du 20 décembre 2023. L'examen est validé si plus de 75 % des questions ont reçu une réponse correcte. L'examen théorique est réalisé en présence d'un surveillant. Il ne peut pas être réalisé à distance.
- Une évaluation pratique : d'une durée de 2 heures et demie en continu, est réalisée en présentiel, dans un bâtiment ou une partie de bâtiment réel ou aménagé, et en présence d'un examinateur. L'examineur met à disposition du candidat les outils nécessaires à la réalisation de l'audit énergétique, dont l'intégralité des logiciels d'audit validés par les services du ministre chargé de la construction. L'examineur vérifie que les compétences mentionnées à l'annexe V du présent décret sont acquises.

NB : A titre de disposition transitoire, jusqu'au 30 avril 2025, l'examen pratique peut consister en la mise en situation d'un cas pratique permettant la réalisation d'un audit énergétique, sur la base d'informations fournies par le biais de descriptifs, de documents justificatifs, de photographies, de résultats de mesures, d'un dispositif de simulation d'un bâtiment ou de tout autre biais permettant d'avoir accès à toutes les caractéristiques pertinentes du bâtiment ou de la partie de bâtiment.

Cet examen, sur la base de l'observation et des renseignements relatifs aux données nécessaires à l'audit, permet de vérifier les compétences mentionnées à l'annexe V du décret du 20 décembre 2023, à l'exception de celles pour lesquelles seul un examen dans un bâtiment réel ou aménagé permet de les vérifier.

En cas d'échec il ne pourra repasser l'évaluation qu'à partir du 5^{ème} jour. Le passage des deux évaluations ne peut excéder 12 mois. Au-delà les deux évaluations seront à repasser.

La décision en matière d'extension de certification est notifiée au candidat dans un délai maximum de deux mois après son évaluation, accompagnée, lorsqu'il a été constaté des écarts entre les compétences observées et les compétences attendues, d'un rapport écrit décrivant ces écarts.

La période de validité de l'extension de certification pour l'audit énergétique est identique à celle de la certification DPE.

En cas de non-respect de ces exigences, l'extension de certification est suspendue jusqu'à régularisation, dans un délai **maximum d'un an**.

Le retrait ou la suspension de la certification DPE entraîne respectivement le retrait ou la suspension de l'extension de certification pour l'audit énergétique ;



Pour plus d'information, consulter la **procédure de déroulement de l'examen AE** sur le site de L.C.P.

3. Annuaire des Certifiés

L.C.P tient à disposition du public et des services du ministre chargé de la construction la liste des diagnostiqueurs qui ont obtenu l'extension de certification. Cette liste comprend : les coordonnées professionnelles du diagnostiqueur, la nature, le numéro et la période de validité de son extension de certificat, ainsi que, le cas échéant, le nom et l'adresse de la société pour laquelle il exerce son activité de diagnostiqueur.

4. Opération de Surveillance des certifiés AE :

A compter du 01 juillet 2024, la surveillance pendant le cycle de certification pour le domaine AE consistera à :

- **Trois contrôles documentaires** réalisés respectivement au cours de la deuxième, la quatrième et la sixième année du cycle de certification DPE.
- **Un contrôle sur ouvrage** en cours d'élaboration de l'audit est réalisé dans les 6 mois suivant l'obtention de l'extension de certification si l'examen pratique subi par le candidat à l'examen de certification est réalisé dans les conditions dérogatoires « Ce contrôle est réputé satisfaisant aux autres obligations de contrôle documentaire ou de contrôle sur ouvrage de l'auditeur pour l'année du cycle en cours de l'extension de sa certification pour l'audit énergétique ».
- **Deux contrôles sur ouvrage** après élaboration de l'audit énergétique réalisés respectivement au cours de la troisième et la cinquième année du cycle de certification.

Tous les contrôles peuvent être réalisés au cours des mêmes opérations que celles prévues dans le cadre du contrôle de la certification DPE.

Le contrôle mutualisé est réputé correspondre à la fois à un contrôle au titre de la certification en cours du DPE, et à un contrôle au titre de l'extension de certification du diagnostiqueur, pour la réalisation de l'audit énergétique, s'il vérifie les conditions suivantes :

- Le contrôle est réalisé sur un bâtiment ou partie de bâtiment ayant fait l'objet à la fois d'un diagnostic de performance énergétique et d'un audit énergétique par le même diagnostiqueur ;
- Le contrôle est réalisé en conformité avec les modalités de contrôle ;

Le diagnostiqueur tient à la disposition de L.C.P les éléments suivants et lui fournit les extraits et échantillons demandés :

- L'état de suivi des réclamations et des plaintes relatives à ses activités dans le cadre de son extension de certification ;
- La liste de tous les audits énergétiques qu'il a établis dans le cadre de son extension de certification ;
- Les audits énergétiques pendant sept ans après leur date d'établissement

Dans le cas où une personne morale emploie des salariés ou est constituée de personnes physiques disposant des compétences certifiées dans les mêmes conditions, celle-ci met en capacité chaque diagnostiqueur qu'elle a fait intervenir de s'acquitter des obligations ci-dessus et lui remet, à sa demande, les documents susvisés.

En cas d'incohérences relevées dans les audits ou documents à disposition de L.C.P, elle pourra déclencher une opération de contrôle documentaire ou de contrôle sur ouvrage supplémentaire.

En cas de non-respect de ces exigences, le certifié est suspendu jusqu'à régularisation.

4.1. Surveillances Documentaires AE :

Les surveillances documentaires sont composées des opérations suivantes, elles ont pour but de :

- Vérifier que la personne ayant obtenu l'extension de certification se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires dans le domaine de l'audit énergétique, notamment en s'assurant qu'elle a suivi une formation continue.
- Vérifier qu'elle exerce réellement l'activité pour laquelle elle a obtenu l'extension de certification, au moyen de la fourniture par cette personne d'au moins cinq rapports sur les douze derniers mois.
- Vérifier que la personne certifiée a souscrit une assurance destinée à couvrir les conséquences de leurs responsabilités dans le cadre de leur activité de réalisation de l'audit énergétique.
- Contrôler la conformité d'un échantillon d'au moins 3 rapports d'audit énergétique fournis par le diagnostiqueur aux dispositions législatives, réglementaires, normatives ou selon les bonnes pratiques.
- Examiner l'état de suivi des réclamations et plaintes concernant le diagnostiqueur dans l'usage de l'extension de certification, ainsi que, le cas échéant, les suites données aux résultats du contrôle documentaire précédent.

4.2. Contrôle sur ouvrage en cours d'audit énergétique

Le contrôle sur ouvrage en cours d'audit énergétique doit permettre à L.C.P de vérifier sur site et en conditions réelles la capacité du diagnostiqueur à réaliser un audit énergétique.

Pour ce faire et par le biais de l'observation du diagnostiqueur lors de la réalisation de l'audit énergétique, l'examineur de L.C.P vérifie la conformité de la réalisation de l'audit au regard de la grille de contrôle fournie aux organismes de certification par les services du ministère chargé de la construction et vérifie, à la suite du contrôle sur ouvrage, la conformité du rapport d'audit énergétique établi.

En cas de non-conformité constatée, les suites à donner sont déterminées par la grille de contrôle fournie aux organismes de certification par les services du ministère chargé de la construction « En attente des éléments de la DHUP ».

Pour réaliser ce contrôle, à la demande de L.C.P, le diagnostiqueur transmet un planning de ses interventions prévues sur la période pendant laquelle il est envisagé de réaliser le contrôle sur ouvrage, afin de faciliter le contrôle sur site en cours de l'audit énergétique dans le cadre d'une nouvelle mission et non sur la base d'un rapport préalablement établi.

En l'absence de réponse dans un délai d'un mois, et après une mise en demeure infructueuse de produire son planning sous un délai d'un mois, L.C.P prend les mesures nécessaires et proportionnées, telles que la suspension de l'extension de certification de la personne physique concernée pour une durée de 30 jours ouvrables.

Le choix de la mission contrôlée est effectué par L.C.P et communiqué au diagnostiqueur 2 jours ouvrables avant le contrôle.

Afin de satisfaire à l'exigence de contrôle sur ouvrage sur site et en temps réel, la personne physique certifiée stipule dans tous ses contrats d'audit énergétique qu'elle doit pouvoir être accompagnée par un examinateur représentant l'organisme de certification, et cela afin que ce dernier ne puisse se voir refuser l'accès au site en cours de l'audit énergétique, objet du contrôle sur ouvrage.

Dans le cas d'un diagnostiqueur disposant de la certification avec mention, le contrôle sur ouvrage après élaboration du diagnostic de performance énergétique, réalisé dans le périmètre de la certification avec mention, est réputé satisfaire à l'obligation de contrôle sur ouvrage après élaboration de l'audit prévu cette même année. Cette disposition ne peut s'appliquer qu'une fois par cycle de certification avec mention.

4.3. Contrôle sur ouvrage après élaboration de l'audit énergétique

Le contrôle sur ouvrage après élaboration de l'audit énergétique est réalisé en présence de la personne certifiée ou, à défaut, en son absence. Pour réaliser ce contrôle, L.C.P convoque le certifié avec un préavis d'au moins sept jours.

Ce contrôle doit permettre à l'examineur de vérifier sur site, à la suite de la réalisation de l'audit énergétique, la capacité du diagnostiqueur à réaliser un audit énergétique. Pour ce faire et par le biais d'une comparaison entre l'audit énergétique réalisé par le diagnostiqueur et les observations faites lors du contrôle sur ouvrage, L'examineur vérifie la conformité de l'audit énergétique et de sa réalisation au regard de la grille de contrôle fournie aux organismes de certification par les services du ministère chargé de la construction « En attente des éléments de la DHUP ».

En cas de non-conformité constatée, les suites à donner sont déterminées dans cette procédure.

Le choix de la mission contrôlée est réalisé par L.C.P parmi la liste de tous les rapports d'audit énergétique établis par le diagnostiqueur, dans le mois précédant le contrôle et mentionnée à l'article 4 du présent arrêté.

L.C.P contacte le client du diagnostiqueur concerné par le contrôle afin d'organiser le contrôle. En l'absence de réponse du client, L.C.P choisit une autre mission jusqu'à réalisation du contrôle ; dans ces conditions, les délais de réalisation du contrôle peuvent exceptionnellement être étendus.

Afin de satisfaire à l'exigence de contrôle sur ouvrage après élaboration de l'audit énergétique, le certifié stipule dans tous ses contrats d'audit énergétique qu'un examineur représentant l'organisme de certification est susceptible de contacter le commanditaire de l'audit énergétique postérieurement à son intervention afin de venir sur site, avec l'accord de celui-ci, à des fins de contrôle.

Lors de toutes ses interventions, le certifié recueille le consentement des clients en vue de la transmission de leurs coordonnées à L.C.P à des fins de contrôle, selon un modèle de formulaire fourni par les services du ministère chargé de la construction.

Le fait pour un diagnostiqueur de faire obstacle aux contrôles ou de ne pas inclure dans ses contrats la mention exigée relative au consentement mentionné ci-dessus entraîne le retrait de l'extension de certification.

4.4. Suites données aux opérations de contrôle

Les erreurs constatées lors du contrôle documentaire sont communiquées à la personne qui détient l'extension de certification, sans que L.C.P n'ait à engager sa responsabilité quant au contenu de ces rapports.



La réalisation de contrôles ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à la personne certifiée quant au contenu de ses rapports.

Les résultats de chacune des opérations de contrôle documentaire font l'objet d'un retour écrit à la personne certifiée indiquant les écarts entre les compétences observées et les compétences attendues.

En fonction du niveau d'écarts et en tenant compte des circonstances propres à chaque situation, notamment le caractère intentionnel ou non des faits reprochés, L.C.P évaluent les suites à donner aux opérations de contrôle selon une grille et des modalités définies par arrêté du ministre chargé de la construction.

Toute suite à donner est précédée d'une procédure contradictoire entre l'organisme de certification et le diagnostiqueur et vise à éviter la survenue de nouveaux manquements et à garantir la qualité des extensions de certifications délivrées.

La typologie des écarts constatés lors des opérations de contrôle, prenant la forme d'une grille de contrôle, est fournie aux organismes de certification par les services du ministère chargé de la construction.

5. Renouvellement de certification et surveillance

Le renouvellement de l'extension portant sur le référentiel de compétences pour réaliser l'audit énergétique fait l'objet d'une demande expresse de l'intéressé à l'occasion du renouvellement de la certification DPE. Selon les conditions déterminées dans la réglementation.

En l'absence de demande de sa part, son extension de certification s'éteint, même si le renouvellement de la certification pour la réalisation des DPE est obtenu. L.C.P vérifie que le candidat a effectué et validé les formations continues et les dernières opérations de contrôle.

La décision en matière de renouvellement de l'extension de certification est notifiée au candidat simultanément à la décision en matière de renouvellement de la certification pour la réalisation du diagnostic de performance énergétique.

6. Le transfert de certification

Le transfert de l'extension de certification auprès d'un autre organisme de certification accrédité doit se faire concurremment au transfert de certification DPE. Le transfert respecte les modalités définies dans l'arrêté du 20 juillet 2023 et l'Arrêté du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté du 20 juillet 2023

7. Suspension ou retrait du Certificat

Lorsqu'une décision de suspension de l'extension de certification est notifiée, les mesures correctrices décidées doivent être réalisées dans le délai de la suspension établi, **qui est d'au plus un an**.

Si elles ne sont pas réalisées dans ce délai ou si elles sont jugées insuffisantes, la suspension est prolongée ou une décision de retrait est notifiée, selon l'appréciation de L.C.P.

Lorsqu'une décision de retrait est notifiée à une personne certifiée, la personne certifiée ne peut demander de nouvelle extension de certification auprès de l'organisme de certification ayant notifié le retrait ni auprès d'un autre organisme de certification, et ce pour une durée de 6 mois.



Une déclaration du Président introduit l'impartialité dans le processus de certification : Nous déclarons et reconnaissons l'importance de l'impartialité dans l'exercice de nos activités de certification, nous assurons la gestion des conflits d'intérêts et nous garantissons l'objectivité de nos activités de certification.

8. Suspension ou retrait de l'accréditation des organismes certificateurs

L.C.P tient informées, sur demande, les personnes physiques qu'il a certifiées du statut de son accréditation. En cas de suspension de son accréditation, il doit informer les personnes physiques pour lesquelles sa suspension peut remettre en cause la délivrance de leur prochaine certification, dans un délai maximal de quinze jours suivant la notification de sa suspension.

Lorsque l'accréditation de L.C.P est suspendue, les certifications émises jusqu'à la date de suspension restent valides.

L.C.P ne peut émettre de nouveaux certificats durant cette période. Durant la période de suspension, afin que l'organisme certificateur puisse recouvrer son accréditation, un délai de six mois est imparti durant lequel l'organisme certificateur continue son activité pour permettre à l'instance nationale d'accréditation de l'évaluer.

L.C.P ne peut réaliser que des contrôles durant cette période. Si, dans un délai de six mois, la suspension de l'accréditation n'est pas levée, L.C.P organise le transfert des certifications qu'il a émises vers d'autres organismes certificateurs. Il fournit notamment aux personnes physiques concernées la liste des organismes certificateurs couvrant leurs domaines de certification et la procédure à suivre pour réaliser ce transfert.

Dans un délai maximal de deux ans, après nouvelle évaluation par l'instance nationale d'accréditation pour rétablir l'accréditation à la suite de la suspension, en cas d'avis défavorable, l'accréditation pourra être retirée. En cas de retrait d'accréditation, L.C.P le notifie aux services du ministre chargé de la construction dans un délai de trente jours.

9. Gestion et traitement des plaintes

Dans le cadre de la gestion et du traitement d'une plainte reçue par L.C.P, il peut déclencher un contrôle documentaire ou un contrôle sur ouvrage sur le site objet de la plainte.

La procédure de traitement des Plaintes décrit les dispositions prises par L.C.P pour la gestion des plaintes et appels.